

EDITO

À Sainte Soline, un an après, le chantier suit son cours... Depuis la répression policière ultra-violente contre la manifestation des opposants à la méga-bassine de rétention, il est bien gardé. Impossible d'approcher ou de prendre des photos. Le nom restera dans les mémoires comme l'une des illustrations les plus brutales du nouveau tournant dans la gestion autoritaire du gouvernement en matière de maintien de l'ordre.

Le rapport des 22 observatrices et observateurs de la LDH, a permis de documenter, au-delà de l'horreur de scènes de guerre saisissantes, la manière dont les autorités se sont livrées à une réécriture des événements pour tenter de justifier la violence. Le gouvernement a alors choisi d'attaquer et de menacer la LDH pour ce travail d'observation, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin remettant en cause les subventions publiques attribuées à notre association.

Les subventions accordées aux associations constituent un pilier essentiel de la démocratie, défendu par les organisations internationales et européennes. Elles sont indispensables pour permettre la contestation des excès de pouvoir et de l'arbitraire. Supprimer ou diminuer ces subventions est l'un des moyens traditionnels utilisés par les régimes autoritaires pour affaiblir l'équilibre entre pouvoir et contre-pouvoirs, sans lequel une démocratie est anéantie.

Vous avez alors été nombreux à nous rejoindre. Merci ! Merci aux nouveaux adhérents de la « promo Darmanin » ! Tout le monde ne dispose pas forcément du temps de l'investissement militant. Mais se savoir plus nombreux décuple l'énergie. Merci donc sincèrement à ceux qui nous soutiennent, et qui en adhérant donnent les moyens d'agir. Nous en avons besoin, plus que jamais !

Car Sainte Soline, dix jours après le recours au 49.3 pour faire adopter une réforme des retraites qu'un mouvement populaire massif soutenu par une intersyndicale unie refusait depuis des mois, a ouvert une séquence délétaire qui semble ne pas vouloir se clore. De la révolte des quartiers populaires suite au meurtre de Nahel par des policiers aux manifestations en soutien à Gaza, d'autres mouvements de protestation de la société civile ont été frappés par la répression policière depuis. **L'arbitraire policier et juridique est devenu une stratégie de répression des manifestations et des contre-pouvoirs.** Les armes mutilantes, les nasses illégales, le gazage à outrance, le matraquage systématique, mais aussi les interpellations « préventives », les gardes à vue arbitraires et violentes, les verbalisations abusives, la recrudescence d'arrêts préfectoraux interdisant les mobilisations construisent un redoutable système liberticide.

Mais pas plus qu'il y a un an, nous ne céderons ni face aux menaces ni face à la violence. Nous sommes toujours plus nombreux à Lille. Solidaires, déterminés et mobilisés !

Emmanuelle Jourdan-Chartier, Présidente de la section lilloise de la LDH

GAZA : PASSER DES PAROLES AUX ACTES POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT !

Les gouvernements occidentaux auront mis 5 mois pour commencer à se désolidariser du massacre perpétré dans la bande de Gaza.

Il aura fallu attendre le **décès de plus de 32 000 personnes**, en grande majorité des femmes et enfants. Selon l'UNICEF, depuis l'attaque terroriste du Hamas, plus de 5 350 enfants sont morts sous les bombes, **12 300 ont été blessés, 17 000 ont perdu leurs parents** ou en sont séparés, sans parler des **milliers de portés disparus**. Il aura fallu attendre que deux millions de personnes soient déplacées de force. Il aura fallu attendre que le territoire de la bande de Gaza soit en grande partie rasé, « aplati » par des **milliers d'obus et de missiles**. Il aura fallu qu'un risque de famine se transforme en début de famine pour qu'enfin un semblant de voix divergente s'exprime. Pourtant, pour tout observateur indépendant et objectif, le doute n'était pas de mise. Ce n'est pas le Hamas que Netanyahu veut éradiquer, c'est une population qu'il veut disséminer, balayer.

Après plus de 5 mois de conflit, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté sa première résolution réclamant « un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza pendant la durée du ramadan » devant « mener à un cessez-le-feu durable » et la libération « immédiate et inconditionnelle » de tous les otages. Les Etats-Unis, qui jusqu'alors avaient systématiquement posé leur veto sur les précédentes résolutions, se sont cette fois abstenus. Si cette résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU a une valeur juridique contraignante, contrairement aux résolutions de l'Assemblée Générale, rien ne dit pourtant qu'elle sera appliquée. Ou plutôt tout laisse à penser qu'elle ne sera pas appliquée. La réponse d'Israël ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : « Nous ne cesserons pas le feu ! », se moquant des résolutions de l'ONU comme bien souvent depuis sa création. Le seul moyen d'imposer un réel changement reste le passage des paroles aux actes, c'est-à-dire le rapport de force. **Les USA se doivent de rompre avec leur politique hypocrite en cessant de livrer des armes, matériels et munitions à Israël. L'Union Européenne, quant à elle, doit s'engager à suspendre l'accord d'association UE-Israël.**

Dès à présent, 196 organisations de la société civile (dont la LDH, l'AFPS, ATTAC, CCFD, MRAP, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, Cimade, les Amis de la Terre, CGT, Solidaires, SNES,) se sont réunies pour rédiger une lettre aux décideurs demandant la suspension de l'accord d'association UE-Israël. En effet, ce dernier stipule en son article 2 que « les relations entre les parties, ainsi que toutes les dispositions de l'accord lui-même, sont fondées sur le respect des droits humains et des principes démocratiques ».

Macron et son gouvernement réitère depuis quelques temps son appel à un cessez-le-feu immédiat et durable ainsi que sa « ferme » opposition à une offensive israélienne sur Rafah. Là encore le passage aux actes nécessiterait d'arrêter avec le double langage consistant à assurer ne pas fournir d'armes « létales » à Israël tout en livrant seulement de quoi « assurer » sa défense.

Dernière minute : 7 humanitaires d'une ONG organisant la distribution de nourriture à la population de la bande de Gaza ont été tués par une frappe israélienne le 1er avril. **Ce nouveau massacre rallonge la liste déjà longue des décès de personnels humanitaires et notamment des 176 personnels de l'UNRWA tués depuis le début de la guerre.** Si l'armée israélienne considère qu'il s'agit d'une « grave erreur », cette frappe intervient alors que la famine est imminente dans le Nord de l'enclave et que les autorités israéliennes refusent le passage des convois humanitaires de l'UNRWA et ne laissent passer qu'une partie des missions de l'OCHA, autre agence de l'ONU. Il est vrai que le ministre israélien des Affaires Etrangères a osé écrire que "l'ONU est devenue une organisation antisémite et anti-israélienne qui abrite et encourage le terrorisme".

ELECTIONS EUROPEENNES: LES SULFUREUX PARTENAIRES DE L'EXTREME-DROITE FRANÇAISE AU PARLEMENT EUROPEEN

Tandis que le Rassemblement National continue à polir son image, avec l'appui de médias diffusant allègrement leur idéologie xénophobe, et une dédramatisation par le parti présidentiel, les partenaires du groupe d'extrême-droite au Parlement Européen nous donnent à lire l'autre versant du RN. Russophile, discriminant envers les femmes et peu enclin à faire émerger des avancées sociales, le RN et ses alliés européens - mais aussi les députés Reconquête! - s'ils portent tous un discours souverainiste nationalement, s'évertuent pourtant à handicaper davantage de larges pans de leurs propres populations par leurs votes.

Pour le premier article de cette série consacré aux européennes, nous regarderons de près avec qui le RN et Reconquête siègent et votent au Parlement Européen.



Actuellement composé de 59 députés issus de 8 partis politiques nationaux, le groupe Identité et Démocratie a vu le jour en juin 2019, après les dernières élections européennes. Parmi les partis on retrouve l'Alternative für Deutschland (Allemagne), la Lega (Italie), le Vlaams Belang (Belgique), le Freiheitliche Partei Österreichs (Autriche), le Dansk Folkeparti (Danemark), Eesti Konservatiivne Rahvaerakond (Estonie), le Svoboda a přímá demokracie (Rép. Tchèque) et bien entendu le Rassemblement National.

Si tous se rejoignent sur une ligne ouvertement anti-Islam, les contextes nationaux offrent des divergences sur le reste des politiques débattues au niveau européen. Sur ce premier sujet toutefois, certains alliés sont très véhéments. En novembre dernier, des dirigeants de l'Alternative pour l'Allemagne - accompagnés de membres du parti identitaire autrichien mais aussi de néo-nazis - ont secrètement élaboré un plan de "remigration", une tentative pure et simple de déportation des citoyens allemands issus de l'immigration. Des manifestations très importantes s'en sont suivies en Allemagne, appelant à la fin de l'impunité de l'extrême-droite. Ce parti politique fondé en 2013 n'a cessé de durcir ses positions, notamment en terme de migration ou sur le rejet du changement climatique. A tel point qu'il pourrait aujourd'hui être classé comme "organisation extrémiste de droite", terme inscrit dans la Constitution allemande, ouvrant ainsi la porte à son interdiction.

Bien que l'extrême-droite soit assez protéiforme dans l'ensemble des pays d'Europe, on retrouve chez l'AfD un ADN similaire à celui du RN: surfer sur les enjeux du moment et modeler son discours pour souffler sur les contestations sociales et citoyennes, quitte à se contredire ouvertement. Aussi bien le RN que l'AfD ont par exemple longtemps soutenu une sortie de l'Euro dans leurs pays respectifs, avant de revenir sur leurs idées lorsque les sondages d'opinion leurs étaient contraires.

Autre figure majeure du groupe d'extrême-droite au Parlement Européen, la Lega en est aussi le principal fournisseur en matière de députés. Initialement un parti régionaliste, le parti est aujourd'hui dirigé par Matteo Salvini et fortement centré autour de sa personnalité. Malgré des percées électorales, la Lega demeure assez dépendante du jeu des coalitions en Italie, le parti ayant ainsi successivement fait partie d'une coalition avec le Mouvement 5 étoiles, puis actuellement dans une alliance nettement plus conservatrice avec Fratelli d'Italia, qui elle siège dans le parti Conservateurs et Réformistes Européens (ECR, droite conservatrice).

Malgré un équilibre parfois fragile, Salvini et Meloni se retrouvent sur de nombreux sujets, notamment les questions sociales: leur gouvernement a ainsi supprimé un revenu de citoyenneté dont bénéficiaient 4 millions de personnes, pour une allocation moyenne de 550 euros. En décembre 2023, alors que l'Italie fait partie des rares pays à n'avoir pas de salaire minimum instauré (avec le Danemark, la Finlande, l'Autriche et la Suède), les députés de la coalition au pouvoir ont rejeté une proposition d'instaurer un salaire minimum à 9 euros bruts de l'heure.

Si les autres partis restent à l'heure actuelle marginaux en nombre de députés, les récentes élections aux Pays-Bas ou au Portugal ont montré qu'il y avait un réel risque de renforcement des groupes d'extrême-droite au Parlement Européen. Que ce soit Geert Wilders et son discours xénophobe, ou bien Chega au Portugal, tous surfent sur un discours anti-système, anti-migration et critique de l'écologie. Mais derrière ces mots se cache une réalité bien différente: **les partis qui composent le groupe Identité et Démocratie ont bien souvent du mal à cacher une défense servile des intérêts économiques privés, préférant stigmatiser les précaires dans leurs pays respectifs.**

Par ailleurs, même si le groupe Identité et Démocratie est amené à grossir ses rangs à l'issue des élections qui se dérouleront du 6 au 9 juin dans toute l'Union Européenne, celui-ci demeure actuellement moins conséquent que le groupe ECR. Ce dernier compte dans ses rangs les Polonais du PiS, qui ont notamment presque aboli le droit à l'avortement dans le pays. Dans ce groupe pourraient aussi siéger des députés Reconquête!, s'ils atteignaient les 5% nécessaires pour envoyer des députés. Ce groupe nationaliste conservateur a récemment adopté sa charte des valeurs, où il y réaffirme "le droit à la vie", tout en rejetant "les théories wokistes et de genres".

Il est à noter que les deux groupes ultraconservateurs se battent en coulisses pour obtenir les faveurs du Fidesz hongrois, qui a été banni du Parti Populaire Européen (PPE, droite classique, équivalent LR en France) pour avoir à plusieurs reprises bafoué les droits fondamentaux.

A l'heure où le discours populiste et anti-système de la droite extrême européenne semble résonner face aux difficultés socio-économiques, il apparaît bon de rappeler que les partis la composant sont souvent aux manettes dans leurs pays, ou bien l'ont été. Avec - ou plutôt, sans - les résultats que l'on connaît. Surtout, ces alliés traînent derrière eux des actes bien éloignés des apparences de défenseurs des classes populaires, tout en restreignant davantage les droits des femmes, des étrangers, des minorités sexuelles.

UNE REMISE EN CAUSE TOTALE DES LIBERTES FONDAMENTALES EN RUSSIE

Pour les défenseurs des droits humains que nous sommes, la situation en Russie ne peut que nous effrayer tant la répression, la censure et les atteintes aux libertés fondamentales sont monnaie courante.

L'assassinat par le régime de Navalny en prison, après l'avoir empoisonné, a été à juste titre médiatisé, tout comme, à un moindre degré, le décès en Espagne d'un pilote russe qui avait déserté à bord de son hélicoptère en août 2023.

Par contre, le sort infligé aux ONG est moins popularisé. À commencer par la dissolution fin 2021 de la principale ONG de défense des droits humains Memorial International qui a joué un rôle essentiel dans la divulgation des crimes de l'époque soviétique. 30 ans après la disparition de l'URSS, cette décision de justice marque un spectaculaire retour en arrière. Cette ONG représentait le symbole d'une Russie post-soviétique décidée à faire face à son passé et aux crimes staliniens.

Depuis 2014, les attaques contre les libertés fondamentales s'enchaînent : lutte contre les minorités, interdiction de l'homosexualité, remise en cause du droit d'association et de manifestation, médias au service de la propagande de l'État et fermeture de dizaines d'organes de presse indépendants, embrigadement de la jeunesse, réécriture de l'histoire, ...

Force est de constater que la guerre d'agression engagée par la Russie contre l'Ukraine s'est doublée d'une escalade dans la répression de la dissidence au sein de la Russie. L'invasion de l'Ukraine n'est pas uniquement une question de politique étrangère mais constitue aussi une manière de discipliner la société russe. Dès sa réélection en mars, Poutine a placé le mouvement international LGBT sur la liste des personnes déclarées « terroristes et extrémistes », dans le droit fil de son

dévouement à la « famille » et à la « religion » face à un Occident considéré comme « décadent » ou même « sataniste ».

Les autorités ont déployé un nouvel arsenal législatif afin d'empêcher les critiques sur la guerre qui diffusent, selon les autorités, de « fausses informations sur les forces armées ». D'ailleurs, parler de « guerre » est un acte criminel puisqu'il s'agit pour Poutine d'une « opération militaire spéciale ». Comment s'étonner que l'ancien dissident soviétique et défenseur des droits de l'homme, Oleg Orlov, ait préféré passer les audiences, plongé dans une édition du Procès de Kafka ? L'accroissement considérable de la répression est la seule réponse du pouvoir aux manifestations pacifiques organisées contre la guerre et la mobilisation des réservistes. Entre le 24 février 2022 et le 3 décembre 2023, près de 20 000 ont été arrêtées les obligeant à payer de lourdes amendes ou à être placés en détention administrative. Désormais, les 1 352 prisonniers politiques sont plus nombreux qu'avant l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Et leurs conditions de détention se révèlent particulièrement dures, de nombreux prisonniers politiques subissant de mauvais traitements, de tortures et privation de soins sans parler du recours toujours plus fréquent à la psychiatrie punitive.

Si le terme « fascisme » est à manier avec précaution, on peut considérer que la population russe est confrontée à une fascisation idéologique, un nationalisme radical d'État et une remise en cause totale des libertés fondamentales. Inutile de dire que la LDH est concernée au premier chef et s'associe à toutes les actions dénonçant l'autoritarisme de Poutine et de son régime.

CD

L'UKRAINE N'A PAS BESOIN DE FANFARONNADES MAIS DES ARMES POUR RESISTER ET VAINCRE

En l'espace deux ans, Macron sera passé de la volonté de ne pas « humilier la Russie » à la suggestion d'envoi de troupes en Ukraine. Cette offensive belliqueuse est loin d'être dénuée d'arrière-pensées électoralistes. En dramatisant les enjeux, Macron se pose en guide de la Nation en danger et cherche à déstabiliser le Rassemblement National dans la perspective des élections européennes. L'Ukraine vaut mieux que ces bas calculs électoralistes. Elle mérite en particulier que lui soient livrés les armes dont elle a besoin et que la France livre au compte-goutte puisqu'elle partage au 15 janvier 2024 la dernière place des pays de l'Union Européenne, avec l'Italie. Nous publions ci-dessous le communiqué de la LDH France

En soutien à l'Ukraine qui subit depuis 2 ans une guerre meurtrière

Le 24 février 2022, Poutine ordonnait l'invasion de l'Ukraine et engageait son entreprise terroriste. Celle-ci se poursuit et s'intensifie ; ainsi, fin décembre et début janvier des centaines de missiles et drones se sont abattus sur les villes ukrainiennes et des dizaines de civils ont été tués. Les forces d'invasion multiplient les viols, les tortures, les assassinats et organisent la déportation et la russification de dizaines de milliers d'enfants ukrainiens. Bombardements quotidiens, destruction des infrastructures

énergétiques pour plonger le pays dans le froid et le noir, cyber-attaques massives, écocide sur un territoire qui est désormais le plus miné au monde, n'ont pas pu venir à bout de la résistance ukrainienne.

Ce qui manque à l'Ukraine résistante, ce n'est pas le courage, mais les armes dont elle a besoin pour résister et vaincre. Aujourd'hui, aider l'Ukraine, c'est armer l'Ukraine.

La guerre dure car l'aide des alliés de l'Ukraine demeure trop faible. Les Ukrainiens se battent avec trop peu d'avions et sept fois moins de chars, d'obus, de canons que l'assaillant qui augmente son budget militaire de 70% pour 2024 et vient de lancer le recrutement de 170.000 soldats supplémentaires. Face à l'expansionnisme impérialiste de la Russie, nous appelons tous les responsables français et européens à apporter immédiatement l'aide financière et militaire dont l'Ukraine a un besoin vital pour lui assurer la victoire et éviter la propagation de la guerre à d'autres pays en Europe. (...)

Le sort de l'Ukraine dépend de notre soutien

Par notre nombre et notre détermination, nous montrerons que notre solidarité ne fléchit pas et

que nous sommes plus que jamais aux côtés de la résistance, civile et militaire, qui se bat pour la liberté de l'Ukraine et pour la nôtre. Nous protesterons également contre la persécution de ceux qui en Russie s'opposent ouvertement à la guerre et soutiennent l'Ukraine.

Nous souhaitons la victoire de l'Ukraine et une réelle défaite de l'agresseur, lequel se fixe comme but de détruire la nation ukrainienne, mais qui veut aussi s'en prendre à la démocratie et à la paix en Europe. Nous voulons la fin des bombardements et de tous les crimes perpétrés sur le territoire ukrainien, le retrait de l'armée russe hors du territoire ukrainien dans ses frontières internationalement reconnues, le retour chez elles des populations ukrainiennes déportées, des enfants et des prisonniers de guerre et le jugement des criminels de guerre.

Pour la victoire de l'Ukraine et pour la paix, nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens, toutes les forces et organisations démocratiques, partis, syndicats, associations, à se rassembler afin d'affirmer haut et fort notre soutien indéfectible à l'Ukraine.

LDH France

DE L'ÉCOLOGIE EN MACRONIE

Où est donc passée l'écologie depuis le tournant à droite de Macron ? C'était le thème proposé au sommaire du numéro d'avril. Vous avez quatre heures ! Thèse, antithèse, synthèse. Le tout en 600 mots. Fastoche !

D'abord, s'entendre sur les mots. Pour virer à droite, il faudrait d'abord avoir été, ne serait-ce qu'un peu, de gauche. Or, force est de constater que le « en même temps » macronien n'a jamais basculé de ce côté de l'échiquier politique. Libéral, technocrate, sécuritaire et autoritaire, dès le début de son premier mandat et encore plus après les Gilets jaunes pour lesquels il n'aura aucune tendresse. Ce n'était quand même pas « Jojo le gilet jaune » qui allait avoir « le même statut qu'un ministre ». Vous reprendrez bien un peu de mépris ?

L'écologie selon Macron, c'est mettre quelques plantes vertes autour d'un projet technocratique où l'entreprise est reine. De bonnes intentions tout au plus, toujours démenties par les faits. Tout au plus peut-on lui concéder l'abandon, en rase campagne, de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes après le barrage de Sirvens, décidé avant son règne. Les Zad ont toujours été le cauchemar de la Macronie.

Macron aime la bagnole comme il aime le nucléaire et toutes les solutions technologiques en général.

On aurait mauvaise grâce de rappeler la Convention citoyenne et la centaine de propositions faite à l'issue de ces travaux, pour n'en retenir qu'une poignée, et pas des plus audacieuses. On propose, je décide.

Macron a comparé les allergiques à la 5 G à des Amish (cette secte protestante tournant le dos au progrès) et il a relancé le programme nucléaire avec ses SMR, petits réacteurs nucléaires, sans délaissier la construction des EPR, ces mastodontes nucléaires, la plupart à l'arrêt.

Ses goûts l'inclinent naturellement vers le productivisme, qu'il soit industriel ou agricole, même s'il a été reçu comme un chien dans un jeu de quilles au salon de l'agriculture. Pourtant, la FNSEA reste sa référence, et leur logiciel

est commun. On peut lui imputer l'abstention courageuse de la France sur le moratoire concernant le glyphosate. Tant qu'on n'a pas trouvé d'alternatives...

Mais, s'il parle sans arrêt de réindustrialisation, ça ne l'empêche pas de brader des pans entiers d'activité comme en attestent la vente d'Alstom à General Electric ou le sous-investissement dans les ex services publics, le rail, par exemple.

Mais c'est dans la répression que les aversions anti-écologiques de Macron et de son gouvernement s'expriment le mieux.

On avait déjà fait fort avec Sivens et Notre-Dame-Des-Landes, mais on s'est surpassé avec Sainte-Soline et les méga-bassines, avec des charges policières violentes et tout un arsenal militaire utilisé. Mais c'est son ministre de l'Intérieur, le régional de l'étape Gérard Darmanin, qui aura été son bras armé avec sa volonté de dissoudre Les soulèvements de la terre et son acharnement contre les écoterroristes, entendre celles et ceux qui se battent contre tous les projets inutiles (et imposés) contribuant à l'artificialisation des sols, à la destruction des écosystèmes et au réchauffement climatique, en mettant en pratique la désobéissance civique. Sur le réchauffement climatique, la France fait sa part, on nous l'affirme, même si les faits viennent le démentir.

Rien ne doit arrêter le progrès technique, l'innovation et la course aux profits, avec un techno-solutionnisme prôné par des start-ups aux ambitions prométhéennes. Et ce ne sont pas quelques poignées de contestataires qui vont infléchir la marche en avant vers la victoire totale du consumérisme et du productivisme, sous protection policière.

Comme le dit si bien Jean-Luc Porquet au terme de sa rubrique *Plouf du Canard Enchaîné*, « le quinquennat Macron sera écologique, ou ne sera pas ». Pas mieux.

DD

LA MER DU NORD, UNE NOUVELLE MEDITERRANEE ?

Toutes proportions gardées, la mer du Nord est-elle en passe de rejoindre, pour les migrants, les risques et horreurs de leur périple en Méditerranée ? Une enquête de plusieurs mois réalisée notamment par le Monde et publiée le 23 mars 2024 interrogée sérieusement.

La police a interdiction formelle d'intervenir lorsque les small boats (petites embarcations) sont déjà en mer suivant la directive du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord qui rappelait que « le cadre de l'action des moyens agissant en mer (...) y compris dans la bande littorale des 300 mètres (...) est celui de la recherche et du sauvetage en mer » et « ne permet pas de mener des actions coercitives de lutte contre l'immigration clandestine ». En dépit de cette directive, il est vrai à diffusion discrète, l'enquête montre qu'à plusieurs reprises les policiers sont intervenus pour stopper des embarcations en crevant les bateaux comme début 2024 aux alentours de Loon-Plage. Ou en tournant autour du bateau, en créant des vagues afin de déstabiliser l'embarcation, comme on peut le voir sur une vidéo. D'autres enregistrements montrent les forces de l'ordre asperger de gaz lacrymogène un small boat pour les obliger de s'arrêter, pratique une nouvelle fois contraire à la directive opérationnelle. Ces opérations sont d'ailleurs comptabilisées par le ministre de l'intérieur sous la dénomination « interceptions en mer ». Ces entorses à la directive ont donné lieu à 4 saisines qui sont en cours d'investigation selon la Défenseure des Droits.

LA FRANCE, SOUS-TRAITANTE DE L'ANGLETERRE ?

Tout fonctionne comme si la France jouait le même rôle que la Libye ou la Tunisie en Méditerranée. En effet, le gouvernement Macron reçoit des sommes importantes d'argent des Anglais afin d'empêcher les migrants de partir ou les arrêter en mer. Récemment à l'occasion d'une rencontre à

l'Élysée, le premier ministre anglais a annoncé le versement d'un demi-milliard d'euros à la France sur 3 ans non pas pour servir au sauvetage en mer malgré les nombreux naufrages. Mais bien pour financer barrières et caméras de vidéosurveillance sur la Côte d'Opale, pour assurer la surveillance aérienne du littoral notamment grâce aux drones, pour créer un nouveau Centre de rétention administrative vers Dunkerque et un lieu de cantonnement pour les CRS. Cette manne financière accordée par les Anglais leur permet d'être beaucoup plus intrusifs. Des officiers de liaison britanniques sont présents au sein d'un centre conjoint d'information et de coordination, dans une unité de renseignement de Coquelles et participent à la réunion hebdomadaire de l'état-major de lutte contre l'immigration clandestine.

Est-ce la pression toujours croissante des autorités anglaises qui explique la nouvelle directive en date 10 mars 2023 qui ouvre pour la première fois la voie à des interceptions en mer à condition d'opérer « uniquement de jour » dans la bande côtière de 200 mètres de littoral et avant que le bateau n'embarque des passagers et dans le cas où moins de 3 personnes sont à bord.

A l'évidence, ces conditions, tout comme la contrainte de ne pas mettre en péril des vies humaines, sont loin d'avoir été respectées dans les vidéos transmises au Monde. Comme l'indique le réseau Alarm Phone, « l'augmentation des fonds alloués à la France s'est traduite par un renforcement de la police, une augmentation de la violence sur les plages et, par conséquent, une augmentation des embarquements dangereusement surpeuplés et chaotiques au cours desquels des personnes perdent la vie ».

CD

SUR L'ANTISIONISME À BIGLEMOI

Salle comble à la librairie Biglemoi de Fives, soit une bonne centaine de personnes pour écouter Béatrice Orès et Sonia Fayman autrices avec Michèle Sibony du livre *Antisionisme, une histoire juive*. Organisé par la LDH, l'ALN, Pour Politis et les Amis du Monde Diplo, un débat public passionnant qui a bousculé les idées reçues et les clichés rebattus depuis un certain 7 octobre.



Depuis certaines déclarations du président Macron, l'antisionisme est assimilé à l'antisémitisme et celles et ceux qui contestent la vision coloniale du grand Israël sont censés être autant de judéophobes et d'antisémites plus ou moins honteux. Pire, toute critique de gauche d'Israël et de son colonialisme se voit taxé d'antisémitisme. C'est devenu une façon facile et lâche de discréditer l'adversaire pour la droite classique, et de plus en plus l'extrême-droite.

Après une sobre introduction par Daniel Poisson, les autrices commentent les chapitres de leur livre les uns après les autres. Des textes d'autrices et d'auteurs compilés et commentés qui ont en commun de démontrer que l'antisionisme n'est pas un concept éloigné d'Israël, mais qu'il a été au cœur des préoccupations des penseurs juifs et de la diaspora.

Une diaspora qui a été considérée comme un enrichissement culturel par beaucoup de Juifs peu disposés à fonder un foyer juif national, comme les y incitaient les sionistes. Les Juifs d'Afrique du Nord, d'Europe centrale ou des États-Unis étaient nombreux à considérer que leur culture et leurs traditions apportaient beaucoup aux pays dans lesquels ils vivaient et que les théories sionistes d'un territoire biblique pour le peuple élu remettaient en cause ce rayonnement universel.

Si Herzl a été le premier sioniste, il n'était pas très soucieux du petit peuple juif et considérait d'abord les intérêts de la bourgeoisie. Les autrices font l'historique des différentes étapes (conférence de Bâle, déclaration Balfour, 1948, 1967...) avec les différentes approches de l'antisionisme. Elles rappellent par exemple que Montaigu, le seul juif du gouvernement anglais de l'époque, était contre la création du foyer national juif qu'instaurerait Balfour. Hannah Arendt, Daniel Bensaid, Walter Benjamin... Beaucoup de penseurs juifs sont convoqués pour illustrer le propos qui amène à penser que non seulement l'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme, mais qu'il est inhérent au caractère universel et diasporique du judaïsme et de la judéité. Les textes, dont des extraits sont lus, sont là pour renforcer cette thèse.

Les autrices rappellent aussi le contexte actuel où les évangéliques, de plus en plus influents, prônent le sionisme et s'en font les propagandistes zélés. Une forêt de bras se lève pour poser les questions de la possibilité de la solution à deux États, sur le Bund, ce mouvement socialiste internationaliste défendant les travailleurs juifs, sur le mouvement BDS, sur l'UJFP dont les autrices sont membres, sur la Palestine bien sûr... Des réponses claires et argumentées sur lesquelles la place nous manque pour détailler.

Le public a en tout cas pu se familiariser avec un aspect méconnu du conflit israélo-palestinien et les autrices ont pu dédicacer leur livre. DD

« L'EXPULSION SANS SOLUTION DE RELOGEMENT EST UNE FABRIQUE DE MALHEUR »

Des représentants des services de l'Etat et de la Mel se sont rendus cette semaine (19 mars) dans les bidonvilles du secteur Bavay-Cordonnier à Lille et des Quatre Cantons à Villeneuve d'Ascq. Ils ont indiqué aux habitants trouvés sur place qu'ils devraient quitter prochainement les deux lieux, semant la confusion et la crainte chez les intéressés. 95 personnes habitent sur le premier site à Lille. 166 habitent aux Quatre Cantons à Villeneuve d'Ascq. Sur ce total de 261 habitants, 147 sont des enfants ou des adolescents.

Le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole s'alarme de ces menaces de démantèlements. Il se demande si elles ont un lien avec l'organisation d'épreuves des Jeux Olympiques dans notre métropole. Y a-t-il, de la part des autorités, une volonté de faire place nette et de cacher aux regards extérieurs les plus pauvres de notre territoire ? Le collectif rappelle que "le terrain des Quatre cantons est un "site aménagé et géré" créé par la communauté urbaine de Lille il y a plusieurs années. Au vu de ce statut, ses occupants y ont construit leur existence, qu'il s'agisse de scolarisation des enfants ou de vie professionnelle. Démanteler ce terrain, et ceux des rues Bavay et Cordonnier à Lille, ne règlera rien et projettera les familles dans une précarité toujours plus grande. **L'expulsion sans solution de relogement est une fabrique de malheur, pour les individus concernés comme pour notre société.**

La LDH section de Lille s'inquiète également des pressions faites aux habitants de ces bidonvilles. Elle rappelle qu'une expulsion a déjà eu lieu le 21 mars au terrain du Hellu à Lezennes, laissant des familles sans solution pérenne (seulement trois nuitées d'hôtel pour une famille ayant un enfant polyhandicapé). Pour la LDH section de Lille, "si les bidonvilles sont des lieux où les conditions d'une vie digne ne sont pas réunies, des expulsions sans relogement pérenne ne sont évidemment pas une solution. Nous condamnons des politiques qui se bornent à chasser sans fin des populations stigmatisées et discriminées, les condamnant à l'errance. Nous demandons que la Préfecture et la MEL travaillent ensemble, et avec les associations, pour proposer aux habitants des bidonvilles des conditions de vie dignes, nécessaires à leur pleine et entière inclusion dans notre société".

La Fondation Abbé Pierre région Hauts-de-France appelle à la relance d'une dynamique de résorption des bidonvilles de la métropole. "Nous souhaitons pouvoir travailler avec les services de l'Etat et les collectivités à un nouveau plan de résorption. Face aux conséquences désastreuses d'expulsions successives sans relogement ou hébergement, engageons une réflexion constructive sur les alternatives possibles, comme c'est le cas dans d'autres agglomérations. Le territoire dispose de nombreuses compétences et bonnes volontés pour accompagner cette dynamique, associations, Fondation, opérateurs logement. Prenons le temps d'y travailler conjointement, La fondation Abbé Pierre Hauts-de-France est prête à appuyer cette réflexion et les actions sur lesquelles elle pourra déboucher, y compris financièrement. Dans l'attente, il faut surseoir à toute nouvelle expulsion".

3 QUESTIONS A ... JACQUES TRENTESAUX

Jacques Trentesaux est un journaliste de presse écrite doté d'une solide formation (Sciences Po Paris, Centre de formation des journalistes) et au parcours assez classique

(La Croix, Liaisons sociales, Les Echos, L'Express) jusqu'à la création de Mediacités fin 2016 qui fait suite, pour lui, au rachat du groupe L'Express par Patrick Drahi, le milliardaire (surendetté !) des télécommunications, qui est notamment propriétaire de SFR et ne connaissait rien à la presse.



MEDIACITÉS
L'investigation sans concession

PEUX-TU NOUS PARLER DE MEDIACITES EN QUELQUES MOTS ?

C'est un journal en ligne d'investigation locale multi-villes (présent pour le moment à Lille, Lyon, Toulouse et Nantes). Nous proposons sur abonnement des enquêtes de fond et des scoops sur ces métropoles. **Il s'agit de combler le manque d'enquêtes au niveau local et de travailler en toute indépendance.** Mediacités est en effet la propriété pour moitié de ses fondateurs-journalistes et pour l'autre d'environ 200 actionnaires individuels qui croient dans les valeurs d'une presse de contre-pouvoir.

Mediacités est une petite structure. Nous comptons tout de même onze permanents, soit 2 journalistes par ville et une équipe de coordination de 3 personnes (pour la technique, le marketing, la communication...). A ce noyau dur, il faut ajouter des prestataires (un expert-comptable, un commercial, notre avocat...) et de nombreux pigistes - c'est à dire des journalistes indépendants qui nous proposent ou à qui nous commandons des enquêtes. La force de Mediacités tient à ce réseau. Depuis notre création, plus de 100 pigistes différents ont signé au moins une fois dans nos colonnes. Grâce à l'écran que représente Mediacités, ils peuvent placer des sujets d'enquêtes qu'ils auraient beaucoup de mal à vendre par ailleurs.

QUELS SCOOPS VOUS PARAISSENT IMPORTANTS AVEZ-VOUS SORTI CES DERNIERS TEMPS ET SUR QUELLES ENQUETES ETES-VOUS ACTUELLEMENT (SANS VOULOIR DEFLORER LES SUJETS) ?

Mediacités s'est positionné sur l'investigation locale, c'est à dire l'enquête approfondie et les scoops... quand on trouve ! Parmi les révélations récentes, on peut évoquer ces nouvelles plaintes pour viols qui secouent l'Église de France, notamment dans le Lot, les errements du 1er adjoint au maire de Calais qui l'ont contraint à démissionner de tous ses mandats ou encore la publication des enregistrements secrets de la commission consultative de la préfecture qui a validé le retrait d'agrément d'État du lycée musulman Averroès. Nous travaillons aussi beaucoup sur les enjeux écologiques, ce qui nous a amené à révéler des pollutions aux PFAS (ou "polluants éternels") dans la vallée de la chimie, au Sud de Lyon. La promesse, c'est de l'info sérieuse, approfondie et exclusive. C'est aussi des sujets qui ne sont pas dictés par l'agenda des politiques ou des entreprises. A Mediacités, on fuit la communication comme la peste ! **Notre indépendance totale nous permet de nous emparer de toutes les thématiques sans autocensure, qui est la plaie du journalisme avant même la censure.**

TU ORGANISES LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA PRESSE INDÉPENDANTE (EGPI), QUELS EN SONT LES OBJECTIFS ?

Il s'agit d'influer sur les États généraux de l'information qui ont été lancés par le président Macron en octobre dernier. Nous craignons le flop de cette opération alors qu'il y a nécessité de défendre un secteur qui se porte très mal en France. Je songe à la concentration des acteurs médiatiques, mais aussi aux attaques contre le droit d'informer (les procédures-bâillons, les atteintes au secret des sources, les tentatives de contournement de la grande loi de la presse de 1881...), à la précarisation du métier, etc. Sans oublier le rôle délétère des Gafa sur l'information ou les fake-news. Une centaine de médias indépendants et collectifs ont défini 59 préconisations pour une presse à la hauteur des enjeux et des besoins d'une démocratie digne de ce nom. La soirée du 3 avril (18-20 h) à L'École supérieure de Journalisme de Lille a notamment pour but de les présenter au public.

AYA NAKAMURA : UNE POLEMIQUE HONTEUSE ... QUI RAPPELLE D'AUTRES TEMPS !

Peu importe si on apprécie ou pas sa musique. Cette histoire ne concerne pas les goûts des uns et des autres. Par contre, elle provoque un immense dégoût face à ce déluge de bêtises et racisme, digne de l'extrême-droite.

Impossible d'éviter le même sentiment d'écœurement que lors des déferlements de haine tombés sur Jessye Norman au Bicentenaire de la Révolution française, ou sur Christiane Taubira comme Ministre de la Justice, ou Omar Sy lors de son rôle dans la série Lupin.

Aujourd'hui Nakamura est clouée au pilori par les Le Pen, Bardella, Zemmour et assimilés (dont les chaînes d'information qui se font l'écho de ces propos infects). Cherchant à éviter le procès en racisme, Marion Maréchal invoque Joséphine Baker. Pourtant voici comment cette dernière était évoquée dans un journal catholique de droite en mars 1934 :

*« Pour l'honneur
Français, honnêtes gens
N'allez pas voir ... LA VICIEUSE Joséphine Baker
Actrice non française, la plus immorale
Aux tenues indécentes
Aux chansons obscènes
Aux danses macabres »*

Quant à Zemmour, son ode à Mozart entre étrangeté en consonnance avec la façon dont le régime nazi a cherché à faire de Mozart une icône culturelle, l'illustration de la puissance du Reich et de sa capacité à unifier l'ensemble de l'Europe.

Hier comme aujourd'hui, la honte absolue !

CD

GT INTERNATIONAL ET EXTREME-DROITE

Cet article est une (trop) brève synthèse d'un rapport présenté lors d'un GT commun International et Extrême-droite.

Le poids croissant du Rassemblement National incite à regarder de plus près les expériences récentes de gouvernements dominés par l'extrême-droite. En Europe, l'arrivée de Meloni vient directement à l'esprit. Son parti, Fratelli d'Italia, héritier direct de l'expérience fasciste a pour devise « Dieu, patrie, famille » et est incarné par Meloni qui considère Mussolini comme un « bon politicien, le meilleur des 50 dernières années ». A la différence de la Lega de Salvini, l'ossature du parti provient de dirigeants fascistes issus du Mouvement social italien (MSI). Son programme affichait pêle-mêle le combat contre les minorités (Roms, musulmans, immigrés) avec la reprise à son compte de la notion de « grand remplacement » ; des mesures pour l'emploi et le logement réservées aux Italiens ; un blocus naval face à l'immigration provenant de Libye et Tunisie ; contre l'avortement et pour « le droit de ne pas avorter » ; un soutien à Poutine qui « fait partie du **système de valeurs européennes** » ; l'abolition de la fête nationale car fête de la Libération contre le fascisme ; etc.

Où en est-on après 18 mois de son gouvernement ? Il est nécessaire de distinguer les domaines d'application de sa politique.

UN ALIGNEMENT EN MATIERE ECONOMIQUE, SOCIALE ET DIPLOMATIQUE

En matière économique, sociale et diplomatique, il est indéniable que Meloni est restée dans les traces du précédent gouvernement pour ne pas risquer de perdre la manne de 191 Mds € provenant de la Commission Européenne. Dès lors, elle a engagé bien peu d'initiatives audacieuses et les rares fois qu'elles ont eu lieu, son gouvernement a rapidement battu en retraite (une taxation bancaire). Ce gouvernement s'est inscrit nettement dans la **politique néolibérale préconisée par les dirigeants européens** : réduction des impôts, libéralisation et privatisation des entreprises publiques. Emblématique est l'attaque contre le RSA italien qui constituait une véritable bouée de sauvetage pour 1,6 millions de foyers pauvres et précaires. Son remplacement par un « Chèque d'inclusion » au périmètre plus limité a pour but explicite de « distinguer ceux qui ne veulent pas travailler et ceux qui ne peuvent pas », donc de pousser les plus pauvres à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel salaire (dans un pays où il n'existe pas de SMIC). Tout en gardant des relations privilégiées avec les régimes illibéraux (Hongrie, Pologne d'avant Tusk), l'alignement sur l'Union Européenne et Washington est particulièrement frappant dans le domaine international. Meloni a joué le rôle de bon élève (Ukraine, Israël/Gaza), à l'encontre de son antieuropéisme initial et son refus de toute sanction contre la Russie lors de l'invasion de la Crimée en 2014.

UN COMBAT IDEOLOGIQUE PERMANENT SUR LES QUESTIONS DE SOCIETE

Cela a commencé par l'impossibilité pour les personnes homosexuelles de faire reconnaître leur filiation en Italie. Sans remettre en cause la loi sur l'IVG de 1978 - il est vrai que plus de 70% des gynécologues en Italie invoquent l'« objection de conscience » -, l'accès à l'avortement a encore été rendu plus compliqué (écoute des battements du cœur du fœtus, entretiens obligatoires avec associations pro-vie, soutien aux plannings familiaux réduit, etc.). La question de l'immigration illégale étant centrale pour Meloni et, à défaut de pouvoir mettre en œuvre le blocus naval ou les hotspots en Afrique, le gouvernement ne peut que mettre en scène l'urgence par un décret amalgamant trafiquants et conducteurs d'embarcation, allongeant les durées en centre de détention et en restreignant les activités des ONG de sauvetage. Enfin, l'offensive idéologique passe également par l'accaparement de postes à la direction de RAI, le média public.

LA TENTATION D'UN ETAT FORT

Remettre en cause la Constitution italienne de 1948, limitant volontairement le pouvoir exécutif et prônant un système parlementaire (des plus démocratiques avec la proportionnelle), a toujours été un cheval de bataille de l'extrême-droite. Le gouvernement Meloni s'emploie à la tâche en prônant l'élection du chef de gouvernement au suffrage universel et en attribuant automatiquement 55% des sièges au Parlement au bénéfice du parti ou de la coalition du président du Conseil élu.

Au vu de ce rapide tour d'horizon de la politique du gouvernement Meloni, nous ne sommes, à l'évidence, pas en Italie sous un régime fasciste, c'est-à-dire ayant supprimé toute capacité d'opposition, interdit les organisations associatives, syndicales ou politiques, ayant censuré les médias, ayant emprisonné et obligé à la clandestinité. Pour autant, il est indéniable que **se développent des éléments de « durcissement autoritaire »** avec pour modèle la Hongrie d'Orban. Et en cela, la conquête du pouvoir par l'extrême-droite est une victoire cruciale car elle lui offre des moyens décuplés, et notamment en termes d'endoctrinement, comme l'indique un éditorialiste d'un journal ultra conservateur préconisant d'« utiliser les lois non pour gouverner mais pour faire de la propagande ».

Cette propagande n'est pas sans effet. Même après la défaite électorale de Trump et de Bolsonaro, leurs pays restent divisés et clivés de façon considérable et vivent sous l'épée de Damoclès de foules fanatisées, prêtes à passer à l'assaut des institutions. Et comme l'Italie n'est pas avare de situations de crise, certains dirigeants politiques peuvent être tentés si l'exacerbation des tensions s'accélère ou si l'exaspération de la population s'étend, de rompre de manière autoritaire avec la démocratie libérale.

UN MOIS DE COMMEMORATION DES LUTTES FEMINISTES

Le 8 mars dernier avait lieu la plus grosse manifestation que Lille n'avait jamais connue pour la journée internationale des droits des femmes avec **près de 5000 manifestant.es dans les rues**.

Autant de personnes dans la rue pour revendiquer l'égalité salariale et de carrière, la revalorisation des métiers à prédominance féminine, des mesures plus efficaces pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles ou encore l'amélioration des conditions d'accès à l'IVG et à la PMA.

Les syndicats (dont la CFTD et l'UNSA pour la première fois) ainsi que les collectifs féministes appelaient également à la grève au travail ou domestique (consistant dans ce cas à refuser d'effectuer les tâches telles que la cuisine, le ménage, ou les courses).

Ce succès mobilisateur s'est poursuivi le 30 mars avec une nouvelle journée initiée par le Collectif 8 mars dont la LDH fait partie, sur la thématique de la solidarité internationale. Cette journée était donc plus spécifiquement dédiée aux femmes de Palestine, du Congo, du Soudan et partout ailleurs. Au programme, une nouvelle manifestation suivie d'un village associatif et syndical, clôturé par des concerts.

S'il est important de célébrer les victoires et progrès de nos luttes, il s'agit surtout, durant ces moments de mobilisation, de commémorer les luttes et héroïnes passées. Nous rendons ainsi hommages aux militantes à qui l'on doit l'obtention de nos droits actuels mais aussi aux femmes victimes des violences, du sexisme, du patriarcat, des lois anti-sociales et de la guerre.

Nous vous invitons à découvrir l'exposition "Ils déclarent la guerre, elles construisent la paix", réalisée par la Maison de Femmes dans le cadre de ses travaux sur "Féminisme et Pacifisme" jusqu'au 13 avril à la Fabrique du Sud.

IL Y A 50 ANS, LE PRINTEMPS PORTUGAIS

Portugal, avril 1974, il y a 50 ans. Le MFA (Mouvement des Forces Armées) renversait la dictature salazariste et défaisait le sinistre Caetano. Les militaires portugais ont renvoyé les dictateurs dans leurs pénates et ont réussi la décolonisation. Pour se souvenir de cette révolution des œillets dont les aspirations à la démocratie et les actes pour la libération des peuples a tout pour inspirer la LDH.

Le 25 avril reste une date historique au Portugal, fêtée dans tout le pays. C'est le jour où la dictature militaire est tombée sous les assauts des militaires insurgés au sein du MFA, ce qu'on appellera le coup d'Etat des capitaines. Sur l'air d'une vieille chanson portugaise « Grandola, Vila Morena ». **Un coup d'Etat qui s'accompagne de communiqués où les militaires soulignent leur volonté d'en finir avec un régime dictatorial, de mettre un terme aux sanglantes guerres coloniales et de retrouver la prospérité du pays.** Ce jour-là, des milliers de Portugais descendent dans la rue et le marché aux fleurs de Lisbonne constitue un point de ralliement. Des manifestations qui seront durement réprimées par la police politique, le PIDE, fidèle chien de garde du régime, qui n'hésitera pas à tirer sur la foule.

Le 20^e siècle portugais aura été celui des dictatures et du colonialisme. Le pays est sous le joug d'une dictature dès 1926 et Oliveira Salazar prend le pouvoir en 1933, durcissant encore un régime répressif et autoritaire. Ce sera « l'Estado Novo » (le nouvel Etat), régime autoritaire et conservateur. L'empire colonial portugais a toujours été vaste, même si le Brésil s'en est affranchi assez tôt. En Afrique, on a le Mozambique, l'Angola, la Guinée Bissau et les Îles du Cap vert (plus San Tomé et Príncipe). En Asie, c'est Macao et le Timor Oriental. Encore sont-ce là les restes d'un empire colonial où la métropole se partageait l'Asie avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Dès 1972, le Portugal avait dû se séparer de Goa et de tous ses comptoirs indiens. Des dissensions s'étaient fait jour entre Caetano et l'armée, celle-ci accusant l'impéritie du pouvoir quand le dictateur pointait la démotivation des différents corps expéditionnaires. En 1973, l'armée dans sa majorité conteste deux décrets prévoyant d'augmenter les effectifs d'officiers en Afrique, en y incluant des civils. Ce sera la naissance du Mouvement des Forces Armées.

Un premier coup d'Etat, en mars 1974, avait échoué et s'était soldé par quelques promesses de Caetano, celui qui avait remplacé un Salazar malade en septembre 1968. Déjà, Spínola, vieille ganache qui commandait les forces armées en Guinée Bissau, s'était plaint à Caetano du désastre en cours et d'une guerre contre des indépendantistes en passe d'être perdue. L'armée avait dû regagner ses casernes après une marche vers Lisbonne qui tournait court. 200 militaires furent arrêtés et Spínola et Costa Gomes, les chefs des unités coloniales, avaient dû démissionner.

Le MFA veut en terminer avec des conflits coloniaux ruineux et coûteux en hommes. Il veut aussi instaurer un régime démocratique au Portugal et promet des élections libres. Autant de revendications qui rendent les militaires insurgés populaires auprès d'une population enfoncée dans la crise économique – le Portugal est alors le pays le plus pauvre d'Europe occidentale - avec une police politique féroce (la PIDE) qui réprime toute protestation. La police, la gendarmerie et les douanes condamnent ce coup d'Etat du 25 avril et Caetano met un condition à son départ : que ce soit Spínola qui lui succède.

Les militaires, portant des œillets rouges à leurs boutonnières et dans le canon de leurs fusils, acceptent, tenant Spínola pour un des leurs, conditionnant toutefois sa prise de pouvoir à l'organisation rapide d'élections



libres. Un accord qui n'est pas du goût de tout le monde, car les militaires sont divisés entre une tendance modérée soucieuse de maintenir les grands équilibres et une faction dite révolutionnaire, appelant à des changements politiques mais aussi sociaux. Une Junte de salut national est constituée et ce sera le début du Processus révolutionnaire en cours (PRC) avec trois verbes pour définir la ligne politique : démocratiser, décoloniser, développer. Mais les divergences au sein du MFA se font jour.

Le courant droitier l'emportera, incarné par le général Eanes contre la tendance gauchiste menée par Othelo De Carvalho. Eanes prend le pouvoir des mains de Spínola, soupçonné de dérive autoritaire, et il nomme comme premier ministre De Azevedo avant de laisser le pouvoir à un civil, un social-démocrate bon teint : Mario Soares. Soares est revenu au pays après un long exil en même temps que le chef du PCF Alvaro Cunhal. Après une période de transition, Soares restera seul aux commandes et les militaires retourneront à leurs popotes, mission accomplie.

1975 est l'année charnière, le tournant. La loi de décolonisation, votée en juillet 1974, est appliquée sans coup férir et les troupes portugaises quittent les colonies africaines et le Timor Oriental où sévira une guerre civile meurtrière. Macao sera rendu plus tard. Des guerres pour la prise du pouvoir succéderont aux guerres d'indépendance avec des fronts de libération téléguidés par l'URSS ou par les États-Unis, parfois par Chine interposée comme en Angola où des soldats cubains viendront se battre sous les couleurs du MPLA de Agostinho Neto. Mais le Portugal n'est plus une puissance coloniale et le gouvernement Eanes peut porter ses efforts sur l'amélioration des conditions de vie d'une population respirant enfin après 50 ans de solitude.

Eanes se retire en 1976, laissant la présidence à son premier ministre Soares qui, d'abord ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire, revient après des élections législatives remportées largement par les socialistes. Soares devra démissionner en 1978 à cause de désaccords au sein de la coalition mais il reviendra régulièrement aux affaires.

Le printemps portugais aura ouvert la voie. La Grèce renvoie ses colonels à l'été 1974 et l'Espagne, après la mort de Franco, renoue avec la démocratie. Pour toute une génération militante, le Portugal représentera un grand espoir après le coup d'État sanglant de Pinochet au Chili, presque un contre-exemple qui redonnera l'espoir.

DELINQUANCE, PRISON ET ERREURS JUDICIAIRES : 40 ANS DE LDH A LILLE



Quand la LDH décide de tenir son congrès national de 1983 sur le thème de « Délinquance et prison », aucun des ligueurs lillois ne connaît le sujet. Pierre Delmas, en tant que professeur de droit hérite donc en tant que tel du sujet et de la préparation du congrès.



La première tâche qu'il se fixe donc est l'information. Il met en place un groupe de travail qui se donne pour objectif de faire l'audition de personnes étant, elles, au cœur du sujet.

Chaque mois, le grand local de la LDH à la MNE résonne des débats résultant de l'audition d'anciens détenus et de leurs familles, d'avocats, de surveillants de prison et de membres de l'administration pénitentiaire, d'aumôniers, de juges d'associations d'aide aux détenus comme le Génépi ... le travail est fécond mais colossal. Chaque réunion est suivie d'un compte-rendu détaillé largement diffusé à l'intérieur et à l'extérieur de la LDH.

La section gagne ainsi peu à peu sa compétence, elle noue de nombreux contacts, participe à des rencontres, notamment des familles qui s'étaient les jours de visite sur l'infirmerie local d'attente sur le parking de la prison de Loos. **Elle dénonce l'idée fautive de la prison 3 étoiles, la cruauté et l'infantilisation de l'univers carcéral.** Elle réclame une profonde réforme pénitentiaire.

LA PRISON DANS LA VILLE

Au-delà de la préparation du congrès et de la réflexion sur les textes, la section prend des initiatives locales. Elle sort un important dossier reprenant les textes nationaux et les comptes-rendus du groupe de travail, elle réalise et diffuse une jolie affiche « Derrière les barreaux, des Hommes ». Elle accueille au pavillon Saint-Sauveur, derrière la mairie une exposition « La prison dans la ville » et tient dans le même lieu et sur le même thème, le 20 mars 1983 une réunion débat « 6 heures pour les prisons » qui rassemble de nombreux spécialistes de la question et est retransmise intégralement par Radio Lille 59.

TRAIT D'UNION

Cette manifestation est un gros succès de contenu et de participation et manifeste l'intention de tous d'unir ses forces dans des actions communes. Conscients de ce désir, Pierre Delmas et Philippe Maillard ancien aumônier de prison décident de fonder une association spécifique « Trait d'Union » rassemblant familles et amis des détenus.

Trait d'Union vivra désormais sa vie autonome en étroite relation avec la section LDH lilloise. Elle se réunira régulièrement à la MNE, tiendra des permanences et des séances de formation à l'écoute. Elle accueillera Yves Jouffa puis Madeleine Rébérioux, président.e.s nationales de la LDH dans l'odieux taudis d'attente de Loos et obtiendra la création d'un local en dur, plus grand, plus digne et plus fonctionnel. Toujours en liaison avec la section de Lille, elle obtiendra l'ouverture à Loos d'un lieu d'accueil de nuit pour les familles venant de loin. Elle coordonnera les actions des associations et suscitera des créations de comités spécifiques.

LES ERREURS JUDICIAIRES



La prison devient sur la place militante de Lille un sujet majeur et les sollicitations se multiplient. Notamment de familles estimant que leur détenu est victime d'erreur judiciaire et qui apportent des preuves d'enquêtes et procédures bâclées. Là aussi, le sujet est neuf et délicat. En liaison avec le national, la section prend contact avec des comités de soutien existant, avec des condamnés dont l'innocence a été ensuite reconnue.

Pour synthétiser toutes ces informations et réflexions, elle organise un colloque sur ce thème, avec la participation de Gilles Perrault, auteur du Pull-over rouge, de l'ancien président de la LDH, Henri Noguères et de Serge Coche, avocat chargé de cette question au Bureau National qui clôturera le colloque par une série de propositions afin de faire reculer l'erreur judiciaire.

DEMANDE DE REVISION

La section de Lille répond positivement à 5 sollicitations sur 15 demandes de soutien.

Elle s'engagera particulièrement dans la demande de réforme de jugement d'un syndicaliste CFDT accusé du meurtre d'une infirmière en 1981 et condamné en 1983 à 20 ans de réclusion par la Cour d'Assises de l'Ain. Le condamné a été durant de nombreuses années responsable syndical dans un hôpital d'Armentières avant d'émigrer dans le Jura. Il est connu et apprécié au sein de la CFDT du Nord qui connaît bien sa famille. Gilbert Ryon, membre du Bureau de l'Union locale CFDT de Lille, mais aussi de la LDH nous alerte. Un comité de soutien est mis en place par la CFDT, la LDH et le SAF. Il suscite la création de dizaines de comités de soutien à travers la France, refait l'enquête bâclée par la gendarmerie. Henri Leclerc prend en charge une demande de révision du procès, des centaines de personnes se pressent aux réunions publiques du comité à Lille. Le ministre de la Justice est interpellé, des brochures sont éditées. Long combat qui aboutira à une grâce présidentielle en 1990. Succès remarquable mais partiel après 9 ans d'internement. Il permet toutefois un retour à la vie familiale et à l'anonymat.

LA PRISON TOUJOURS

Jusqu'à son décès en 2022, Pierre Delmas continuera d'être le point de rencontre de la LDH, de Trait d'Union et de la FARAJEJ (Action Prison et Justice) dont il est devenu le président national et assurera la présence de la LDH sur le terrain de la prison. En 2000, avec le soutien du Conseil Général et la participation de la MRES une grosse exposition « Arrêt sur Maison d'Arrêt », reproduisant en taille réelle une cellule, sera élaborée par la LDH de Lille et présentée dans le Nord-Pas de Calais avant de voyager durant dix ans à travers toute la France, de Strasbourg à Biarritz.

Plus que jamais, en 2024 la prison reste un problème d'actualité et de mobilisation en raison de la surpopulation carcérale, de la vétusté de nombreux établissements pénitentiaires et de l'absence de reconnaissance de la citoyenneté des détenus.

LA SECTION DE LILLE, DE CONGRES NATIONAL EN CONGRES NATIONAL

LES HOMMES
NAISSENT
ET
DEMEURENT
LIBRES
ET EGALS
EN DROITS

C'est à la fin des années 70 que la section de Lille a renoué avec le Congrès national de la LDH. Elle a donc pu, en 1980, à Paris, participer activement à la décision d'inscrire le droit de vote et les droits civiques des étrangers au programme de la Ligue.

Depuis cette date, la section de Lille a participé à tous les congrès nationaux. D'abord, bien sûr, à ceux qui se sont tenus en région. A Lille, en 1982, avec un rapport prémonitoire de Madeleine Rébérioux sur l'extrême-droite. A Arras en 1990 qui a inscrit « la mixité des droits » à notre action. Une seconde fois à Lille en 2005 sur le thème du travail, problème ô combien fondamental au 21ème siècle.

Le congrès national, outre sa fonction interne d'élection des instances et de prise de position sur l'actualité, est en effet l'occasion d'une réflexion approfondie sur les moyens de faire face à l'évolution du monde et de la société. **Notre section a pris totalement sa part dans l'introduction dans notre démarche du droit à l'environnement élaboré dans les années 90 et actualisé à Marseille en 2022, de la bioéthique (Paris 2000, Saint-Denis 2019), de la riposte à la société de surveillance résultant du progrès technique (Le Creusot 2009).** En vrac, rappelons notre active participation aux congrès de 1983 à Paris sur la délinquance et la prison, à Evry en 1985 sur «Sécurité et libertés», à Aubervilliers sur la Justice, à Chambéry 1994 sur le service public. Sans oublier l'importante réflexion – toujours d'actualité - du congrès du bicentenaire de la Révolution sur le thème des nouvelles citoyennetés.

La section de Lille a toujours été présente dans ces débats. Dans la préparation locale en produisant des amendements aux textes proposés et en désignant des délégués. Mais aussi dans le congrès lui-même en intervenant dans les commissions des résolutions et dans les assemblées générales.

Au cours des années, beaucoup de nos amendements ont été pris en considération et ont, de ce fait, donné à notre section une



véritable audience nationale. L'entrée de notre présidente Emmanuelle au BN en est l'aboutissement. Antérieurement, après un âpre combat de deux congrès, notre section avait imposé dans nos textes nationaux la référence à l'ANC de Nelson Mandela et de l'OLP de Yasser Arafat : des tournants dans les orientations d'une Ligue en pleine évolution.

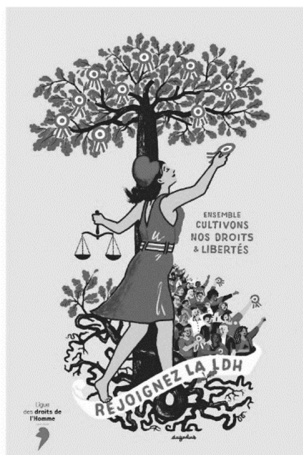
De même, nous avons largement contribué à la prise en compte actualisée des droits économiques et sociaux dès le congrès de La Rochelle en 1986 : « les droits de l'Homme ne s'arrêtent pas à la porte des usines ».

La participation active aux congrès nationaux est un vaccin nécessaire contre le localisme et un moyen d'intégrer nos expériences locales dans un projet national. C'est aussi un moyen incomparable de formation de militants et de futurs responsables de la Ligue.

C'est aussi un lieu de rencontre, de prise de conscience de la réalité de la LDH, de sa diversité, des débats qui la traversent et aussi de son unité combative.

Le congrès de cette année à Bordeaux ne doit pas faillir à notre règle de participation active!

GM



L'inculcation du secrétaire de la CGT Nord

TRIPLE ATTEINTE AUX DROITS



Le procès contre Jean-Claude Delescaut, secrétaire fédéral de la CGT du Nord, le 28 mars pourrait faire sourire par son ridicule s'il n'était pas une atteinte grave aux droits fondamentaux : liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté syndicale.

En effet qui oserait croire que l'on puisse inculper celui qui affirme que les horreurs du massacre des juifs le 7 octobre 2023 sont sans excuse mais pas sans raisons.

La CGT a condamné les crimes du Hamas et, dans un tract collectif, la CGT du Nord rappelle le contexte de la colonisation israélienne illégale, ses horreurs et constate « qu'elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées ». CGT nationale et CGT du Nord sont dans leur rôle et exercent leur liberté inaliénable.

L'action conjuguée de la Préfecture qui fait un signalement en justice et de l'association « Jeunesse Française Juive » a conduit Jean-Paul Delescaut sur les bancs du tribunal pour antisémitisme et apologie du terrorisme.

Les bras en tombent. Mais cette opération a essentiellement pour but de déconsidérer la CGT et l'action syndicale mais aussi de propager l'idée qu'Israël est intouchable et que toute critique de sa politique relève de l'antisémitisme.

Procès inepte. **La demande par le ministère public d'une peine de 1 an de prison avec sursis révolte** la Ligue des droits de l'Homme présente au côté de Sophie Binet, de Jean Luc Mélanchon de Fabien Roussel et de centaines de militants venus sur place apporter leur soutien à Jean-Paul Delescaut. Et de tous les démocrates.

Jugement le 18 avril!

GM

L'ENVIRONNEMENT AU FORUM

Les forums thématiques de la section constituent une occasion pour approfondir des questions qui, sans être au cœur de l'activité de la LDH, n'en sont pas moins importantes et méritent une prise en charge collective. Le 22 février, c'était l'écologie et l'environnement, avec le groupe de travail dédié qui restituait ses travaux devant une quinzaine de membres attentifs et curieux. On vous résume les présentations et les quelques questions soulevées dans la salle.

Philippe Vervaecke ouvre les débats en rappelant l'intérêt que porte la LDH aux questions écologiques, au moins depuis l'Erika, cette catastrophe qui a vu, en 1999, 30 000 tonnes de fioul se déverser sur les côtes bretonnes. La LDH s'est de plus en plus investie dans ce domaine qui concerne des droits humains essentiels. Il s'agit de veiller au droit de l'humanité à un environnement sain et à maintenir des normes écologiques et sanitaires garantes de la vie sur terre, la nôtre et celle des générations futures. Nous sommes donc partis sur la conviction que la LDH avait des choses à dire et à faire sur cette thématique qui peut sembler marginale, à première vue, par rapport à ses combats de prédilection. Mais les droits et la justice environnementaux sont essentiels à l'humanité.

Une dizaine de ligueuses et ligueurs ont participé à ce groupe de travail et des compte-rendus réguliers ont été faits dans La lettre.

On revient sur la méthodologie où il s'est agi pour le groupe de travail de réaliser des entretiens avec des associations environnementales qui nous ont parfois sollicité afin d'apporter notre soutien. Philippe, Lina, Julie et votre serviteur présentent donc tour à tour ces associations en faisant un bref résumé de ce que nous avons appris d'elles, de leur champ d'action, de leurs activités et de leurs objectifs.

Nous regrettons l'absence de Claude Wauquier qui nous a beaucoup aidé par ses contacts et sa connaissance fine des structures régionales.

On manque de place pour détailler, mais on citera, par ordre chronologique, Deul' Air (démolition des bâtiments « Les aviateurs »), Aut' Mail (fédérer les luttes écologiques), Ch'Moisnil (entrepôts sur des terres agricoles), Parc (friche Saint-Sauveur contre tout projet de construction), Nada (agrandissement de l'aéroport de Lesquin), XR (Extinction Rébellion, désobéissance civile), Les Soulèvements de la terre (combats contre les méga-bassines et la répression anti-écologistes), Après (pollution au plomb dans un quartier de Lille)... Chacun menant des luttes spécifiques : logement, Grands projets inutiles et imposés, pollutions diverses, activisme écologique... Avec, dans le cas de Aut' Mail, la perspective de fédérer ces combats et de donner des outils (techniques, de communication, juridiques...) pour pouvoir peser devant la MEL.

Car c'est bien le déni de démocratie des pouvoirs publics et de la MEL en particulier qui est le dénominateur commun à toutes ces associations mobilisées contre des projets souvent toxiques, absurdes et toujours au mépris des citoyens et de leurs propositions.

Parmi toutes ces luttes, seule celle de Parc a pu amener des controverses dans le G.T tant certains estiment que la métropole manque de logements et que les militant-e-s de la friche, même si elle se veut un contre-modèle, n'ont pas toujours d'autres arguments que le rejet de la métropolisation, de la gentrification et de la ville-entreprise pour justifier leur refus de toute construction.

Ces entretiens ont été réalisés entre avril et octobre 2023 et cette restitution se veut un point d'étape avant d'approfondir le sujet en repartant sur d'autres modes d'action : un tract déjà pour résumer nos objectifs, une participation au G.T National, une mise à disposition de ressources par des outils informatiques. Sans négliger les luttes qui continuent à se mener (exemple du logement sur la métropole, bien que Roubaix ne soit pas de notre ressort).

Le groupe de travail a en tout cas vocation à se pérenniser, en lien avec le national, pour apporter d'autres éléments et réfléchir à nos engagements dans le domaine.

Les questions sont nombreuses. Pourquoi se limiter à des associations locales ? Pourquoi ne pas prendre en compte la dimension internationale de ces luttes ?

Nous avons débuté par choix avec des associations n'ayant pas – ou peu – de structuration nationale à la différence de Greenpeace, Amis de la terre ou Alternatiba. On pourra à l'avenir se rapprocher d'elles si besoin. Le G.T International a inclus un volet « environnement » dans ses thèmes d'action.

Le G.T est conscient que ces luttes touchent souvent un type de public éduqué et conscientisé. Mais les combats écologiques sont aussi des cadres où les populations les plus reléguées peuvent s'inscrire comme par exemple à Roubaix avec les mobilisations actuelles sur le logement.

La question est de dépasser les intérêts individuels pour créer du collectif, au plus près des classes populaires.

Il est d'ailleurs encourageant de constater que pas une seule de ces luttes ne se fait selon le concept Nimby (« Not in my backyard »), argument qui sert à discréditer les luttes écologistes en insinuant que les gens mobilisés ne bougeraient pas si les nuisances se produisaient ailleurs.

La question des droits de la nature est posée, avec des procès qui font des éléments géologiques (montagnes, rivières, mers...) des sujets de droit. L'Amérique latine en particulier a beaucoup œuvré pour faire reconnaître les droits de la nature.

L'accent est également mis sur la répression des mouvements écologiques, en même temps que celle des mouvements sociaux. La LDH sera particulièrement attentive à faire respecter les droits comme elle l'a fait à Sainte-Soline avec ses observateurs. C'est aussi un angle évident d'implication pour elle : pour le droit de manifester, de s'opposer et contre la répression et l'usage de la force contre des expressions pacifiques et non violentes.

Des débats intéressants qui ont pu se prolonger autour d'un verre.

AGENDA

☐ 9 AVRIL

Réunion de section

☐ 16 AVRIL

Réunion publique sur le thème des violences policières : présentation de l'Observatoire et discussion autour du cadre légal des observations.

RDV à 18h30 au local !

☐ 18 AVRIL

Réunion de section

NOUS CONTACTER :

lille@ldh-france.org

SUIVEZ NOS ACTUALITES SUR NOTRE SITE
WEB ET NOS RESEAUX SOCIAUX

<https://site.ldh-france.org/lille/>

Twitter : @ldh_lille

Facebook et Instagram :

@liguedesdroitsdelhommeille

